

Dominique Senequier

Au printemps 1972, je bûchais en « maths sup-maths spé » au lycée Thiers de Marseille, et j'étais à peu près certaine, et heureuse, de devenir professeur de mathématiques. Tout a basculé pour moi (et pour six autres jeunes filles) quand Michel Debré, alors ministre de la Défense, a fait passer la fameuse loi ouvrant l'École polytechnique aux femmes. Impossible de rater une telle occasion. J'ai tenté ma chance et j'ai été reçue. Du premier coup, et à trente ans d'écart de mon père, qui était de la promotion 1942. Mes parents en étaient abasourdis et très heureux.

Je me souviens aujourd'hui avec amusement de notre arrivée dans un monde exclusivement masculin, et militaire qui plus est. Peut-être ne s'attendait-on pas à notre réussite au concours ? Toujours est-il que rien n'était prêt pour notre arrivée. Pas de chambres, pas d'uniformes ; dans les premiers temps, nous dormions à l'infirmerie et nous nous prominions en survêtement. Le magazine Elle – nous étions alors la coqueluche des journalistes – nous demandait si nous aimions cuisiner. Cela nous faisait bien rire ; je ne savais même pas faire cuire un œuf (j'ai fait des progrès en cuisine depuis).

En même temps qu'il changeait le cours de ma vie, ce printemps 1972 marquait une étape symbolique de l'histoire des femmes en France. C'est pourquoi je suis ravie de préfacier cet ouvrage qui retrace le chemin parcouru.

« Les polytechniciennes sont des X comme les autres »

Vous y découvrirez plus de quarante parcours de femmes polytechniciennes, de tous les âges, toutes les professions. Certaines ont fait carrière dans la finance, d'autres dans la recherche, la politique ou encore l'industrie, quelques-unes ont même fait l'armée. Je voudrais du reste rendre hommage à Caroline Aigle, de la promotion 1994, qui fut la première femme pilote de chasse et malheureusement a été emportée par la maladie beaucoup trop jeune, en 2007. Face à ces éclatantes réussites, ces parcours très divers, on ne peut que constater que la « greffe » a bien pris. Pour citer Michèle Cyna, présidente des « L de l'X », « aujourd'hui, les polytechniciennes sont des X comme les autres ».

Mais bien sûr, quarante ans, c'est à la fois long et court. Et mesurer le chemin parcouru ne signifie pas ignorer celui qui reste à accomplir. Aujourd'hui, les étudiantes représentent 18,4 % des effectifs de l'École – on retrouve à peu près ce ratio dans les principales écoles d'ingénieurs françaises et, à l'X, ce pourcentage a aussi été atteint. Il faut avant tout y voir un encouragement, mais ne nous voilons pas la face : nous pouvons et nous devons faire mieux. Or, on le sait, les stéréotypes ont la vie dure. Les jeunes filles ne sont pas encouragées à se tourner vers les sciences, quand elles ne pratiquent pas elles-mêmes une forme d'auto-censure inconsciente (le fameux syndrome du « Je suis nulle en maths ») qui sera probablement l'obstacle le plus difficile à surmonter. Seules 35 % des lycéennes ou étudiantes suivent ou veulent suivre des études scientifiques, et l'on compte encore trop peu de femmes dans l'ingénierie, l'industrie, le bâtiment, l'énergie, l'informatique.*

L'éducation scientifique, véhicule de méritocratie

Il n'est plus besoin de prouver que les femmes comme les hommes sont capables de suivre des études scientifiques au plus haut niveau, mais elles doivent oser se lancer, et il faut les y aider en faisant reculer les clichés. Dans ce combat, les modèles jouent un rôle essentiel : les adolescentes ont besoin de s'identifier à quelqu'un, d'autant que les femmes scientifiques n'étant pas légion, il ne s'en trouve pas toujours dans leur environnement.

C'est pourquoi Polytechnique, comme les autres filières d'excellence scientifique, a son rôle à jouer. Pour attirer davantage de femmes en son sein, bien sûr, mais aussi pour encourager les vocations scientifiques en général, y compris chez les élèves les moins favorisés. Les mathématiques sont parmi les filières les plus méritocratiques, celles qui permettent de dépasser les inégalités de départ et les déterminismes socioculturels. Car elles possèdent un atout de poids : elles se moquent de votre milieu économique et social, et en cela constituent une vraie chance pour les élèves issus de milieux modestes.

Témoin le parcours sans faute de Sonia Fliss, que vous pourrez découvrir dans ce livre. Fille d'immigrés tunisiens arrivés en France dans les années 1970, elle a quitté en 2000 sa cité de Vitrolles pour le campus de Palaiseau. Sa thèse accomplie, elle est devenue enseignante-chercheur en maths à l'ENSTA (École nationale supérieure de techniques avancées) et travaille aujourd'hui à une « cape d'invisibilité » que ne renierait pas Harry Potter.

La diversité, source de valeur pour la société

Pourquoi n'y a-t-il pas plus de Sonia Fliss ?

Ce n'est pas un secret, l'ascenseur social s'est enrayé depuis les années 1950. Pire : la situation se dégrade encore. Citons le rapport de l'Institut Montaigne de 2006 « Ouvrir les grandes écoles à la diversité » : « Depuis le début des années 1980, les inégalités d'accès aux écoles en charge de la formation des élites de la nation se creusent de nouveau. La proportion des élèves d'origine modeste dans les quatre plus grandes écoles – Polytechnique, l'ENA, HEC et Normale sup – a fortement chuté, passant de 29 % au début des années 1950 à seulement 9 % au milieu des années 1990. Employés et ouvriers représentent encore aujourd'hui plus de 60 % de la population active. Pourtant, leurs enfants ne représentent que 6 % des étudiants de l'ENA, moins de 1 % des étudiants de Polytechnique, 3,4 % des étudiants des écoles de commerce, 6,1 % des étudiants des écoles d'ingénieur. Alors que dans le passé des élèves brillants étaient rapidement identifiés puis orientés vers les filières d'excellence indépendamment de leur origine sociale, le système de formation de nos élites est devenu profondément endogame. »

Quel constat décevant ! Comment expliquer cette faible mixité ? La fameuse « autocensure » des élèves issus de milieux modestes ? Le mode de recrutement, qui favorise un certain « public » (un tiers des étudiants français de Polytechnique sont issus de deux classes préparatoires, Louis-le-Grand à Paris et Sainte-Geneviève à Versailles) ? Peut-être. Certains rétorqueront que les jeux sont faits bien avant, que c'est l'ensemble du système scolaire, dès la maternelle, qui mène à ce verrouillage malsain.

Il n'empêche. Polytechnique, comme les autres grandes écoles, doit renforcer son combat contre cette trop grande homogénéité sociale qui l'appauvrit, qui menace sa légitimité et

lui vaut un décalage profond avec la société française, mais aussi avec le reste du monde. À la tête d'une société internationale, je constate chaque jour à quel point mes homologues étrangers sont étonnés par l'inégalité des chances qui prévaut dans un pays si fier de son idéal républicain. Soyons clairs : il ne s'agit pas ici de faire preuve de bons sentiments, de pratiquer une « charité de l'insertion », il s'agit de sauver notre modèle pour demain. Nous avons de formidables filières d'excellence, ne les gâchons pas par notre incapacité à nous métisser, nous diversifier, nous renouveler ; nous ne pouvons plus nous permettre de nous couper ainsi de tant de talents et d'énergies.

Toutes les initiatives comptent

Que faire ? À Polytechnique, le concours d'entrée est gratuit depuis 2000. C'est bien, mais ce n'est pas assez. L'École accueille aujourd'hui 11 % de boursiers ; on est encore bien loin de l'objectif de 30 % qu'elle s'est elle-même fixé. Des pistes intéressantes existent, qu'il faut explorer. Elles vont toutes dans le même sens : il ne faut pas simplement nous donner bonne conscience en accordant aux jeunes une « permission » de concourir, il faut qu'eux-mêmes se le permettent, ce qui suppose une petite révolution dans nos mentalités et nos pratiques. Les étudiants de l'X l'ont bien compris, ils savent quelle est leur chance et s'engagent pour que d'autres en bénéficient. Plusieurs initiatives enthousiasmantes ont ainsi vu le jour au sein de l'École. J'aimerais dire un mot de l'une d'entre elles, Tremplin, née en 2000 d'un constat simple : même s'ils ont potentiellement le niveau pour le faire, beaucoup de lycéens d'Aulnay, de Clichy, Noisy-le-Sec, Bobigny, etc., n'osent pas s'engager dans des études supérieures longues. Tremplin s'est donné pour mission d'accompagner ces lycéens issus de milieux modestes au quotidien, et de les soutenir tout au long de leurs études dans le supérieur. En leur apportant un solide coup de pouce scolaire, mais aussi en les aidant à acquérir la confiance et le soutien indispensables à ces parcours longs et exigeants.

Cette « petite révolution » exige un effort de tous, y compris des entreprises. Chez Axa Private Equity, que je dirige depuis seize ans, nous tentons de faire avancer les choses en soutenant l'insertion par l'éducation via notre fondation. Nos efforts se portent particulièrement sur les plus jeunes, au démarrage des apprentissages scolaires, entre six et neuf ans. C'est dès cet âge que les inégalités se creusent et que certains enfants « décrochent », perdent confiance. Nous essayons de les aider à ne pas rater la marche et à exploiter toutes leurs chances. Nous animons aussi l'association Frateli, qui aide les jeunes issus de milieux défavorisés à poursuivre leurs études supérieures. Cette association est du reste en train de nouer un partenariat avec Sciences ParisTech au féminin, dont font partie « Les L de l'X ».

Dans cette longue route vers plus d'égalité, toutes les initiatives comptent, tous les messages d'espoir aussi. C'est pourquoi les témoignages réunis dans ce livre sont précieux. Quarante ans, c'est le temps d'une vie professionnelle, et – quel beau symbole – Marion Guillou est la première des « femmes polytechniciennes » à prendre sa retraite cette année. Le Journal officiel du 20 juin dernier annonçait son départ de la présidence de l'INRA (l'Institut national de la recherche agronomique). Une première page se tourne, beaucoup restent à écrire. Que toutes ces « femmes de progrès » nous inspirent, chacune à leur manière, et nous montrent la voie.

*sondage TNS Sofres/L'Oréal réalisé en octobre 2011